

Service des Etablissements Classés

N° 9 143

C = 284

Le présent accusé de réception annule
et remplace celui délivré le 18 juin
1968 sous le n° 7 246 à M. MARTIN.

ACCUSE DE RECEPTION

D'UNE DECLARATION D'ETABLISSEMENT DANGEREUX,
INSALUBRE OU INCOMMODE de 3ème CLASSE

(Application de la loi modifiée du 19 décembre 1917)

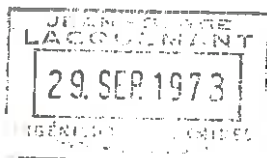
Le Préfet du Département de Seine-et-Marne

accuse réception à M. MARTIN, restaurant de la Plage Meaux-Trilport

demeurant MEAUX R. N. 3

de sa déclaration en date du 10 juillet 1973

concernant l'installation d'un dépôt de 1 900 kg de gaz propane stockés en deux
réservoirs aériens ne devant subir aucun transvasement.



Cet établissement est rangé dans la 3^e classe des établissements dangereux,
insalubres ou incommodes, par référence au n° de la nomenclature desdits établissements.

Par application de la loi modifiée du 19 décembre 1917,

M. MARTIN

devra se soumettre aux prescriptions générales ci-jointes déterminées pour les établissements
de la catégorie dont il s'agit ainsi qu'aux prescriptions légales et réglementaires relatives à
l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Le présent accusé de réception est délivré uniquement dans le cadre de la lé-
gislation des établissements classés, il ne fait pas obstacle à l'application de toute autre ré-
glementation. A ce titre, le déclarant aura à se pourvoir éventuellement auprès des autorités
compétentes des autorisations nécessaires (notamment permis de construire, occupation du
domaine public, autorisation d'occupation du sol, application de la réglementation des lotis-
sements, etc...).

Si l'établissement n'est pas ouvert dans le délai de trois ans à partir de la dé-
claration ou si son exploitation est interrompue pendant plus de deux années consécutives,
l'industriel devra faire une nouvelle déclaration.

Destinataires :

• M. MARTIN

• le Maire de Meaux

• le Sous-Préfet de Meaux

• l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines (Meaux)

• l'Inspecteur Départemental des Services

d'Incendie et de Secours

MELUN, le 21 septembre 1973

Le Préfet,

Edouard F. ...
De ...
...

Un exemplaire du présent récépissé sera déposé en mairie pour être communiqué sur place aux
personnes intéressées.